LE GOUVERNEMENT APPELÉ À TRANCHER SUR SON ANNULATION

Bac 2016 : la nuit du doute

Le ministère de l'Education qui a reconnu officiellement une fuite de quelques sujets du bac n'évoque pas l'annulation de cet examen. Cependant, les syndicats du secteur qui se sont réunis jeudi soir avec la tutelle ont proposé de faire repasser aux candidats les matières touchées par la fuite. Une décision encore à l'étude.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Les candidats au bac vont-ils devoir recomposer les matières concernées par la fuite ? En dressant son premier bilan sur les épreuves du baccalauréat, jeudi soir, après sa réunion avec le partenaire social, le ministère de l'Education a reconnu une fuite de sujets, notamment dans la filière sciences expérimentales. Cependant, le département de l'éducation ne parle pas d'annulation des épreuves.

Cette décision étant, souligne-t-on, du ressort du président de la République ou du Premier ministre. «A l'issue de la deuxième journée, et suite aux enquêtes menées avec diligence par les services compétents, des correspondances étaient établies entre des sujets diffusés chaque soir, à des heures tardives, et les contenus officiels des épreuves de l'examen. Cette diffusion des sujets a concerné la filière sciences expérimentales et par ricochet trois autres filières ayant des matières communes avec la filière précitée. S'il peut être affirmé que les candidats, consultant des pages sur les réseaux sociaux, ne croyaient pas en la teneur des dizaines de sujets (souvent faux), majoritairement, le reste des élèves continuaient à travailler normalement en comptant sur leurs propres ressources. C'est pourquoi, il a été décidé, prioritairement, d'assurer un déroulement normal pour les filières», a expliqué le ministère de l'Education dans un communiqué.

Lors de leur réunion, jeudi soir avec la ministre de l'Education, les syndicats autonomes étaient unanimes à proposer de faire repasser aux candidats les matières touchées par la fuite. Ceci, argumentent-ils, dans le souci de garantir la crédibilité du bac et l'égalité des chances entre tous les candidats. Les syndicats estiment que cette proposition a de fortes chances d'aboutir. «Nous allons probablement vers cette décision de refaire une partie des examens sur les matières touchées», a déclaré Meziane Meriane, coordonnateur du Snapest. La tâche ne sera pas difficile, selon lui, puisqu'il n'y a qu'une seule matière touchée par la fuite.

Photo : NewPress

Les candidats contraint à repasser les matières touchées par la fuite.

Les candidats peuvent très bien, poursuit-il, repasser cette matière pendant ce mois de Ramadhan. où même après les fêtes de l'Aïd, estiment d'autres syndicats. Ainsi, le déroulement de la rentrée universitaire ne sera pas perturbé. Cette piste inclurait cependant de devoir remobiliser les surveillants et les centres d'examens avec le coût à la fois financier et organisationnel que cela va inclure. Sans parler des convocations à envoyer. Le gouvernement n'a pas encore tranché. que va-t-on décider ? Les conclusions de l'enquête vont certainement déterminer l'annulation ou le maintien des épreuves.

31 personnes interpellées suite à la fuite des sujets du bac

Le chef de cabinet du ministère de l'Education a annoncé, jeudi, que les premières investigations de l'enquête diligentées immédiatement suite à la fuite des sujets des épreuves a permis l'identification de 31 adresses IP d'internautes dont une femme placée sous contrôle judiciaire soupçonnée d'être à l'origine de la fuite. Le ministère de l'Education a aussi annoncé que le centre de prévention et de lutte contre la criminalité informatique et cybercriminalité de la Gendarmerie nationale a identifié plus de 15 plateformes d'échanges ainsi que150 profils Facebook dont certains domiciliés à l'étranger impliqués dans cette fraude.

907 cas de retardataires exclus

Le chef de cabinet du ministère de l'Education a indiqué que 907 candidats retardataires ont été exclus du bac. 728 candidats sont des candidats libres soit 80% des cas et 197 sont des candidats scolarisés.

221 fraudeurs exclus

L'invité de la radio a indiqué que 221 candidats au bac ont été exclus pour tentative de fraude en utilisant les nouvelles technologies de l'information et de communication pour tricher.

Vers la réforme de l'Onec

L'Onec (Office national des examens et concours) est dépassé et ne s'adapte plus aux nouvelles technologies. C'est pourquoi, le ministère de l'Education prévoit la révision du mode opératoire de cet office. «L'Onec a été créé durant les années 1980, pour concevoir et gérer les examens nationaux, mais il est arrivé au bout de sa logique de fonctionnement et ne s'adapte plus aux nouvelles technologies de l'information», estime M. Guellil.

S. A.

IL QUALIFIE LES FUITES AU BAC DE «COMPLOT»

Le RCD «disculpe» Benghebrit

Le scandale de la fuite de certains sujets lors de l'examen du baccalauréat, dont les épreuves se sont achevées jeudi dernier, n'a pas laissé indifférent le RCD qui, tout en en «disculpant» la ministre de l'Education, exige des «sanctions sévères contre les commanditaires de cette opération».

Une opération «commandée, organisée et bien étudiée», soit toutes les caractéristiques d'un «complot» qui, en plus de confirmer, une fois encore, la « déliquescence de l'Etat » comme ne cesse de le dénoncer le parti depuis des mois, cible plus que la première responsable du département, mais le «pouvoir tout entier».

C'est ce qu'a soutenu le président du parti, hier, en marge d'une session ordinaire du RCD tenue au Cercle des Moudjahidine, à Alger-Centre. Car, pour Mohcine Belabbas, cette fuite des sujets est loin de constituer un simple fait divers ou une «simple fuite d'un particulier qui voudrait aider son parent à réussir au bac». «Je ne suis pas de ceux qui seraient tentés de porter la responsabilité sur la ministre en charge du dossier parce qu'il ne lui appartient pas de garantir que les sujets ne soient fuités d'autant plus que beaucoup pensent qu'il y a un complot dans cette opération», a-t-il expliqué.

Et à Belabbas de revendiquer des sanctions sévères contre les commanditaires de ce complot, exigeant, au préalable, «une enquête pour évaluer l'ampleur de la fraude, par wilaya, filière et matière». Pour lui, annuler les épreuves du bac pour en programmer d'autres constitue une «solution extrême», car, a-t-il expliqué, la majorité des candidats n'ont pas pris part à cette fraude», se défendant, en tant que parti, de «préconiser une quelconque décision. Ce qui ne l'empêche pas de préconiser une «annulation partielle» qui toucherait, selon lui, les wilayas, voire les centres et les matières où il y a eu fraude.

M. Kebci

FRAUDE ET FUITE DE SUJETS

À qui profite le sabotage ?

Un crime prémédité au goût d'une lutte de clans est, ce dont qualifient des syndicats de l'éducation nationale, le tumulte qui a fouetté l'examen du baccalauréat depuis mercredi. Une véritable campagne hargneuse anti-Benghebrit est menée par certaines chaînes télévisées et partis politiques ces jours-ci, sur les réseaux sociaux notamment.

Naouel Boukir - Alger (Le Soir) - La fuite des sujets de la langue anglaise, des sciences naturelles et d'histoire-géographie pour les épreuves du baccalauréat implique plus de quinze plateformes d'échanges et 150 profils Facebook dont certains sont domiciliés à l'étranger, a précisé le ministère de l'Education dans son dernier communiqué. Si tout cet enchevêtrement virtuel a été élaboré par un simple citoyen, quel serait son intérêt ? Et surtout, pourquoi ces domiciliations à l'étranger si ce n'est que pour flouter les tentatives de traçabilité ? C'est dire que ces actes à grande échelle n'ont pas été commis par des petits jeunes «par rébellion ou compassion» avec les candidats du bac mais qu'il y a bel et bien une tête pensante derrière tout ce manège car les enjeux sont bien plus pesants.

Pour le Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement du secondaire et technique (Snapest), l'Union nationale des personnels de l'éducation et de la formation (Unpef) et le Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (Satef), il s'agit là «d'un véritable complot contre Nouria Benghebrit». Ses réformes pour remettre le secteur de l'éducation sur des bases solides et moderniser l'école algérienne semblent avoir dérangé une certaine catégorie dès le départ, «l'accusant de vouloir franciser le système». Et l'utilisation du discours à la haine n'a pas été épargnée par ces opposants se disant «conservateurs». Les partis islamistes jubilent depuis que les fuites de sujets répétées ont été signalées. Trouvant là une aubaine, «un autre argument», pour désapprouver non seulement le programme de la ministre mais également sa personne.

L'Alliance de l'Algérie verte, issue des partis de la mouvance islamique, à savoir le trio : le Mouvement de la société pour la paix, Ennahda et El Islah, a sauté sur l'occasion pour réitérer ses offensives. Dans son communiqué de jeudi, elle a évoqué «un scandale énormissime affectant la crédibilité de l'examen du baccalauréat et la sacralisation de notre système éducatif». Des accusations empreintes d'une forte virulence ont été listées pour conclure avec un vœu tout aussi irrationnel que déplacé. L'Alliance invite la ministre «à se munir du courage nécessaire pour annoncer sa démission et celle de ses collaborateurs». Puis appelle le président de la République «à la congédier si Benghebrit ne se décide pas à s'en aller».

Ces attaques et revendications sont également restituées par certaines chaines télévisées et groupes sur les médias sociaux voulant positionner l'opinion publique contre la ministre de l'Education et la détourner des véritables lacunes du secteur. Tandis que les rumeurs circulant sur Facebook faisant état de l'annulation du baccalauréat 2016 ont été catégoriquement démenties par l'Office national des examens et des concours (Onec) ce jeudi dans son communiqué, recommandant aux candidats de ne pas tenir compte des ces «informations tendancieuses». Parallèlement, des internautes, se disant conscients du complot organisé à l'encontre de la ministre, se mobilisent sur Facebook, notamment à travers des statues et photos de profils arborant le slogan «je suis Benghebrit».

Par ailleurs, le Snapest a ajouté que ce sont les défaillances du dispositif Onec qui ont été exploitées contre la ministre de l'Education. Le Conseil national des personnels du secteur ternaire de l'éducation (Cnapeste) a, quant à lui, précisé que «l'Onec n'avait même pas de sujets de secours et que les premiers signes de fuite n'ont pas été pris en considération». C'est à se poser des questions sur le pouvoir tentaculaire des meneurs de cette conspiration dont les premières victimes sont les candidats au bac 2016.

N. B.

Louh confirme l'ouverture d'une enquête judiciaire sur la fuite des sujets du bac

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Tayeb Louh, a confirmé avant-hier en marge de la séance des questions orales tenues à l'Assemblée populaire nationale (APN) que la Gendarmerie nationale mène sous la direction des procureurs de la République de certaines juridictions des enquêtes liées à la fuite des sujets du baccalauréat.

«Lorsqu'il s'agit de faits à caractère pénal, la justice n'attend pas. La législation est claire en matière des sanctions contre les auteurs de crimes électroniques», a-t-il déclaré.

L. H.